

PATRICE NGANANG

LA RECETTE DU PORC  
*Essais sur l'amour-haine du Bamiléké*

TEHAM  
97, AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
94420 LE PLESSIS-TRÉVISE - FRANCE  
2020

© Teham, 2020  
[www.tehameditions.com](http://www.tehameditions.com)  
ISBN 979-10-90147-44-7

## QU'EST-CE QUE LA TRIBU ?

La tribu est une association, autant qu'une communauté politique, la distinction entre tribu coupable et victime étant soumise aux aléas du pouvoir, résultante de la balance politique. La tribu, cet impensé qui, comme le tribalisme, est du domaine du nauséabond au Cameroun. Ils arrivent tous les deux en décisions et en irruptions irrationnelles, mais pas moins intelligentes dans leur déploiement, et se vivent d'une part dans la complicité d'un état des faits, ou de manière victimaire d'autre part – dans l'exclusion, dans les invectives, dans les accusations réciproques, et dans le meurtre. Le tribalisme est mis en branle de manière décisionnaire, l'on en parle de manière sermonneuse, et le subit de manière hystérique. Or le tribalisme a une intelligence qui n'échappe pas à la raison, car c'est le système d'organisation des gens sur la base de la tribu qui en est l'unité élémentaire. C'est un système donc, comme le marxisme, le capitalisme, le socialisme, qui a ses négativités, et ses positivités. Un système qui, parce

qu'il n'arrête pas de compter ses cadavres et est au cœur de plusieurs génocides, est le cancer de notre temps. Mais un système qui, parce qu'il puise dans l'identité de chacun, est le ferment impossible à éteindre de la subjectivité de chacun – il faut bien que l'on parle sa langue maternelle, et transmette sa culture à ses enfants. À la tribu elle-même l'on appartient donc par filiation comme par alliance, c'est-à-dire de naissance comme par choix.

De la tribu au Cameroun on ne parle pas, on crie. Et le tribalisme se vit sinon dans le silencieux tourbillon du forclos. Parce que déjà là réside le scandale, ce livre s'impose – comme jadis *Le Discours sur le colonialisme* d'Aimé Césaire, à partir du vécu palpitant de situations honteuses, et plusieurs fois criminelles. Les articles réunis ici sont donc des interventions historiques dans le vécu – du point de vue d'un Bamiléké, et je suis bamiléké. Du point de vue de la victime, et les Bamilékés sont les victimes du tribalisme au Cameroun et ils le seront encore, tant que le pouvoir sera fondé chez nous sur un axe Nord-Sud, dont les légataires ponctuels depuis 1982 sont les Bulus, tribu de Paul Biya, président de la République, Sudiste. Écrits entre 2011 et 2019, ces textes ont deux styles qui ensemble constituent l'écriture bamiléké :

L'analytique du *nzoup*, et le performatif du *nzui*.

La différence entre les deux se ressentira à la lecture.

## QU'EST-CE QUE LA TRIBU ?

Même si pour les besoins du livre j'ai préféré les articles écrits de la plume du nzoup et réservé le style du nzui à ma page Facebook dont ces textes sont tous issus, les deux constituent l'intervention de l'écrivain et se complètent pour propulser l'action, qui elle aussi a eu lieu à plusieurs égards.

Car sans action l'écriture est futile.



PARTIE I  
KEKONKOO



Station d'élevage de porcs à Dschang, 1913.

Au commencement était la colonisation, bien sûr. Les Allemands, grands consommateurs de Wurst, de saucisse, comme on sait, sont arrivés en pays bamiléké, qui sinon a de nombreux totems, avec le porc, et l'y ont laissé sous plusieurs formes – y compris dans l'imaginaire des non-Bamilékés comme stéréotype têtu du Bamiléké, ainsi que le mot “Schwein”, “chouagne”, seule insulte germanique du langage camerounais, et comme identification kunar.

## JANUS BAMILÉKÉ

### LE CÔTÉ PORC

Le problème bamiléké est de représentation. Oui, les Bamilékés ne sont pas représentés. Ou alors ils le sont mal. C'est-à-dire qu'ils le sont de manière incomplète. Voilà le noyau de ce qui agite ce peuple, notre peuple, ce pays, notre pays. Représentation est autant un mot qu'un concept qui renvoie à deux choses bien distinctes en allemand, d'une part *Vertretung* et d'autre part *Darstellung*, autrement dit, représentation politique et représentation figurative. Les Bamilékés ont un problème politique et d'image donc, un problème de représentation, pour tout dire. Voilà le noyau de ce qui traverse notre histoire et la transforme en un champ de bataille – en une perpétuelle lutte tribale. Cela commence par le nom, par la dénomination donc – le mot même, “Bamiléké”, n'existe dans aucune des langues des peuples qui sont ainsi désignés. Encore moins parce

qu'il n'y a pas de langue bamiléké. Ce qui ailleurs aurait, et a d'ailleurs toujours été vu comme une anomalie, et qui comme j'ai dit, est le problème des Bamilékés, cette absence de représentation, est au fond la modernité même de ce groupe, car cela en fait d'emblée une nouvelle ethnicité – allez donc en Amérique latine, et demandez qui sont les Latinos, ou d'ailleurs, allez en Algérie et demandez qui sont les Beurs, vous verrez que la réponse sera identique – “Il n'y a pas de Latinos en Amérique latine !” Identité imposée de l'extérieur, identité définie à l'extérieur du lieu qu'elle représente, ou alors du lieu d'origine des personnes représentées, et même des personnes représentées. Cette externalité de la dénomination, et de l'identité, a ceci de commun avec les Bamilékés qu'ils ne sont pas, et ne peuvent pas être définis avec les canons de la filiation tels qu'établis par l'anthropologie coloniale. C'est leur beauté, c'est leur nouveauté. C'est notre nouveauté. Ils sont, nous sommes donc un nouveau type d'ethnicité, le premier de ce genre dans notre pays, parce que ceux qui viendront après eux, les Anglophones, ne pourront plus que s'établir dans une généalogie – et une histoire – déjà fondée par les Bamilékés.

Parce que la question de dénomination est essentielle pour toute définition de l'identité – qui êtes-vous ? Quel est votre nom ? –, il est nécessaire de commencer par elle, par sa singularité, qui cependant nous renvoie à ce

fait simple et entretemps acquis, que les Bamilékés sont une tribu composée – fabriquée donc de l’extérieur. *A posteriori* il est facile, et il sera toujours facile, de soit trouver des points communs aux groupes que l’on aura reconnus comme tels – ils sont une bonne cinquantaine – mais de même, l’histoire de notre pays aura fait se retirer plusieurs de ce groupe, bien qu’ayant des traits que l’on reconnaîtrait très facilement comme bamilékés – les Moya par exemple, mais aussi certaines populations bamums, mais aussi ces peuples de Makénééné. Cette indécision, cette dissémination, cette difficulté à singulariser le groupe bamiléké, j’ai dit, est le signe de sa modernité – et donc, pour tout système d’analyse colonial, le problème qui le taraude. Se retirer du groupe bamiléké, en tant que groupe, comme c’est le cas des Moya, ou en tant qu’individu, comme c’est le cas de ceux qui choisissent le schibboleth qui est refus de reconnaître ses racines, a une très longue histoire dans le peuple bamiléké, une histoire bien tragique des divisions administratives inscrites dans le “diviser pour mieux régner”. Une trop longue histoire – ces Bamilékés qui se cachent dans des identités d’emprunt, dans leur prénom français, qui vivent en quelque sorte *in the closet*, leur identité tribale, qui deviennent les fantassins de la république, a une bien longue histoire – déjà celle du cadî, du serment sur le drapeau, du laissez-passer, et de tous ces avatars de la guerre civile dont la géographie

après 1959 était bien localisée dans l'espace bamiléké. Ou alors ces gens qui parlent français, afin de se cacher dans cette langue qui est d'emblée celle de la république, et transforment l'ouest du Cameroun en l'espace le plus francophonisé du pays. Ou alors l'effort extraordinaire, historique, il faut le dire, que le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun, le MRC, investit à démontrer qu'il n'est pas un "parti bamiléké", au point d'aliéner ses propres branches activistes, pire, au point aux moments ultimes de se féliciter de l'exclusion des Bamiléqués de son leadership !

Et voilà déjà que, avec l'espace, s'ouvre le chapitre de ce corps fragmenté, de l'extérieur encore – les Grassfields, sectionné et reparti déjà entre la domination bamum et les chefferies des Grassfields à proprement parler, lui aussi divisé en ses parties anglophone et francophone. Parce qu'il est autant divisé, parce que démembré, il est difficile de singulariser une identité bamiléké – et c'est ici aussi encore un des problèmes de représentation les plus singuliers, car représenter qui ? La dissémination de l'identité bamiléké, sa tripartite – francophone, anglophone, bamum – transparait aussi dans l'histoire politique de ce peuple dont la singularité est peut-être qu'il ne se soit pas, qu'il ne se soit jamais trouvé de cause propre – l'UPC ? Ce parti, qui dès 1962 avait pourtant son quartier général sous maquis à Toungou, trouve ses racines plutôt en pays

bassa ! La cause du SDF ? Elle est portée bien entendu par les Anglophones, dès 1990 à partir de Bamenda, par John Fru Ndi, l'un des politiques les plus frappés de *schibboleth* ! La cause ambazonienne ? Elle se perd dans les forêts bamilékés du Lebialem, et peine, et tarde, et refuse d'embraser les montagnes de l'ouest du Cameroun ! Pour ce qui est des partis politiques institués de l'espace francophone, l'UFDC de Hameni Bieuleu ou d'ailleurs le MRC de Maurice Kamto sont les courroies de transmission d'une voix multiple, mais déjà divisée dans ses manifestations – car si la mesure de leur base bamiléké fait naître toutes sortes de dénégations, la question de leur représentation anglophone fera naître des grincements de dents. Corps bamiléké fragmenté donc, voix multiples, disparates, mais union dans la dissidence qui transforme la géographie bamiléké et anglophone en ce Grand Ouest d'où sont parties ou qu'ont traversé toutes les révoltes de notre pays depuis 1956, faisant au final du chapitre bassa un hiatus politique, prologue d'une histoire inachevée – après tout depuis 1956, les Bamilékés n'ont cessé de prendre les armes contre la république.

La constance de ces multiples chapitres, de ces voix disparates même si rectilignes dans la dissidence, dans la révolte, dans la rébellion, est la difficulté interne à se représenter, le bégaiement de la représentation, le lock nshou, car frappées du sceau de l'interdit républicain

d'une représentation tribale – *c'est la volonté de représentation qui anime les Bamiléké*s. “*Sie können sich nicht vertreten, sie müssen vertreten werden*”, nous dit Karl Marx, à propos des paysans ; ils ne peuvent pas se représenter, ils doivent être représentés, et cela s'appliquerait aussi pour les Bamiléké)s, car il n'y a pas de peuple, il n'y a pas de groupe, il n'y a pas d'individu qui échappe à la loi, à l'ordre de la représentation dans la scène publique – et ici bien entendu les Bamiléké)s ne sont pas une exception. La loi universelle de la représentation les frappe – ils doivent être représentés ! –, comme elle frapperait tout groupe dont l'espace d'existence se situe à l'extérieur de l'hégémonie, tout groupe exclu donc. L'exclusion ici, évidemment, c'est l'absence de représentation en ses propres termes. *Or il n'existe pas de langue bamiléké, mais une multitude de langues bamiléké*s ! Et l'absence de représentation est déjà elle-même le signe marquant d'une identité sous oppression – car tel groupe, à la représentation absente, qui se fait représenter par d'autres donc, ne peut que l'être en partie, ou mal. Cela veut donc dire que sa représentation, parce qu'incomplète, ne peut que se constituer en stéréotype. La relation entre l'incomplète représentation reprend ici la conception si brillamment développée par Chimamanda Adichie dans son essai “*The Danger of the single story*”. Représentation incomplète donc, par défaut on pourrait dire, mais aussi par violence. Car le groupe

qui n'est pas représenté, ou dont la représentation de son propre chef est incomplète donc – francophone ici, anglophone là, bamum de l'autre côté – apparaît bien démembré, et du coup est représenté par autrui. La violence du geste constitutif de cette représentation imposée est autant eschatologique que politique, autant administrative que tribale ; mais du reste, elle fonde la naissance du stéréotype. Voilà la naissance du porc. La représentation incomplète est stéréotype – ici, le porc. Animal imposé on peut dire dès 1913 par les Allemands, à un groupe qui pourtant a plusieurs totems – la Panthère, le Boa, etc. C'est ici, dans le porc, dans le cochon, dans l'animal au groin, dans l'animal de la porcherie, dans l'animal de la boue, mais qui est absolument comestible après avoir été démembré bien sûr, après s'être décomposé, que les deux faces de la représentation – *Vertreten* et *Darstellung* – se retrouvent. “*Sie können sich nicht vertreten, sie müssen vertreten werden*”, disait Marx. Mais quel groupe donc accepterait de se faire représenter par *un porc* ? Du reste, comme la dénomination, “Bamiléké”, le porc n'est pas non plus d'invention bamiléké. Il appelle donc l'évident refus.

Je ne suis pas un porc.

## LA THÉORIE DES DEUX ÉTATS

Parce que l'oppression que vit notre pays a une intelligence qui lui est propre et doit être comprise en tant que telle, l'on gagnerait beaucoup dans l'analyse de la politique camerounaise à reconnaître la distinction entre d'une part l'État partisan, et d'autre part l'État tribal, comme fondamentale. Et pour cause ! Ce qui est extraordinaire dans la violence qui s'abat sur les populations camerounaises, c'est la disproportion irrationnelle entre la punition et ce qui est fait crime, mais aussi le fait que des crimes ultimes comme le génocide ne soient pas considérés comme crimes et restent impunis : *le tribunal militaire pour avoir marché, des têtes coupées par des militaires, pour avoir revendiqué ses droits*. Savez-vous qu'au Cameroun l'on enterre des gens vivants ? Savez-vous qu'on y égorge des gens dans des arrières-cours à la machette, comme des porcs ? Qu'un militaire mette une balle dans la nuque d'un passant, intentionnellement, et ne s'en sort même pas avec un blâme ? Tout étranger est sans doute surpris par la dimension irrationnelle de la violence qui s'abat sur le MRC, et pas seulement la violence administrative, ou de l'État – la violence du discours public. Tel opposant appelle carrément à la dissolution du parti, pourtant d'opposition aussi ! Tel autre demande pas moins que la peine de mort pour ses militants qui sont incarcérés, bastonnés, torturés,

condamnés à la pelle à des peines ahurissantes, *pour avoir simplement marché* ! C’est littéralement comme si les militants de ce parti avaient pris les armes contre l’État ! Surtout parce que le MRC ne fait rien d’autre que n’importe quel parti politique ferait, et n’a d’ailleurs jamais rien fait d’autre que ce qui est une évidence de tout parti politique – “républicain” est le mot utilisé dans le langage camerounais pour dire un parti qui refuse l’utilisation des armes pour prendre le pouvoir –, l’irrationnel des condamnations dont ses militants sont l’objet saute à l’œil nu. Parce que donc la violence contre le MRC est si totale, si totalement irrationnelle, il apparaît clairement que si le crime fondamental de ce parti est de vouloir prendre le pouvoir – si son crime est donc d’être un parti politique, car le but de tout parti politique c’est de prendre le pouvoir –, la violence qui s’y oppose puise dans le substrat sans fond du désir tribal. Tautologie qui révèle le forclos de l’État partisan dont notre pays est frappé par la tyrannie qui veut perpétuer son ordre politique, et donc s’inscrire dans la pérennité. Pour le dire autrement : Biya veut mourir au pouvoir. Sa mort au pouvoir, il ne peut l’atteindre cependant qu’au bout de la clôture absolue du futur camerounais. C’est cela le prix à payer.

La clôture du futur camerounais – et la pérennité de la tyrannie donc – n’est possible que dans la mesure où la politique est absolument vidée de sa substance.

*Les partis sont morts ! Vive le roi !* La dynastie naît dans les cendres des partis politiques. Autrement dit, les organisations politiques classiques maintiennent certes leur droit d'exister, mais elles doivent être sevrées de leur but essentiel qui est la conquête du pouvoir. Parce que les partis politiques, sevrés de leur essence, de leur fonction, de leur but, de leur finalité donc, deviennent d'emblée des machines administratives, ils sont là pour régler des modalités inutiles, se battre avec les sous-préfets, tourner en rond, "amuser la galerie" comme on dit si bien. Les décrets administratifs, les interdictions administratives – et les sous-préfets de notre pays ont maîtrisé l'art d'interdire –, sont là pour tracer la ligne à ne pas franchir, pour marquer le terrain du forclos, pour rendre caduque l'alternative – *et pas les électeurs*. La multiplication des interdits administratifs est si époustouflante qu'elle retirerait à toute intelligence l'effort de se demander ce qui donc est interdit – ou alors, quelle est la couleur de cette prairie-là, de cet Enfer, disons, que pour notre protection les nombreuses interdictions administratives nous empêchent de voir ? Il est possible, évidemment, pour y répondre, de reprendre également le langage de l'État – "trouble de l'ordre public", "rébellion", "atteinte à l'autorité de l'État", "terrorisme", "banditisme", et quoi d'autre. L'infini de ce qui est fait crime n'empêche pas de se rendre compte que tous désignent moins un état

des choses que des moyens – après tout, il n’y a pas de régime qui s’appelle “trouble de l’ordre public”, comme il y en a un qui s’appelle “communisme”, lui qui était aussi interdit pendant très longtemps en Europe. La substitution des électeurs par le ministère de l’Administration territoriale, la transformation de celui-ci en machine qui sanctionne à la place du vote, instaure le triomphe des instruments à la place des citoyens. Il n’y a pas de monde qui s’appelle “atteinte à la sécurité de l’État”, comme il y en a un qui s’appelle “socialisme” et qui est un épouvantail aux États-Unis. C’est dire que la violence de l’interdit au Cameroun frappe les moyens, mais ne spécifie pas l’état qui est interdit ; frappe l’instrument et ne décrit cependant pas le “royaume d’enfer” dont il veut épargner les citoyens.

Mais qu’est-ce qui est donc interdit au Cameroun ?

*L’anté-Biya est interdit.*

Ce serait la réponse rapide. Rapide parce qu’il est évident que ces interdictions-là rendent un certain état de choses impossible. Cet État de choses, c’est ce que nous appelons l’État partisan. L’État partisan, c’est l’établissement des distinctions politiques sur la base de contenus partisans – socialisme, libéralisme, capitalisme, néo-libéralisme. Ces contenus partisans sont ce que l’on appellerait d’abord visions du monde, ou plus simplement philosophies, dont les déclinaisons sont des programmes politiques. C’est que la dynamique

de l'État partisan est de raison. Ses modalités que sont opposition, dialectique, et cohérence sont de fait. Une victoire politique, la prise du pouvoir donc, doit bien avoir une conséquence, et dans le cas de figure d'une politique mise en branle dans l'État partisan, sa conséquence c'est le déploiement d'un programme politique, l'ouverture du pays donc à une vision du monde bien précise, précédemment soumise au vote, au débat citoyen des électeurs donc, et à leurs discussions associatives. L'État partisan se résume très facilement dans un antagonisme entre la Gauche et la Droite, qui sont donc des ancrages simples, des locations si l'on veut, mais il pourrait aussi se résumer, comme aux États-Unis, à l'opposition entre Démocrates et Républicains, tout comme il pourrait se résumer dans l'antagonisme entre les Conservateurs d'une part et les Progressistes d'autre part. Il est même possible, afin de véritablement donner une forme partisane à cette distinction, de trouver des couleurs spécifiques à chacun des axes – par exemple la couleur bleue pour les Conservateurs, et l'orange pour les Progressistes, et l'État partisan aurait son extrapolation colorisée. Il est inutile de dire que c'est cette distinction partisane que le forclos dont est frappé l'anté-Biya et les multiples interdictions administratives rendent impossible au Cameroun ; et de ce fait, ce qu'elles rendent impossible, c'est la distinction des citoyens camerounais sur la base

de leur identité partisane – “Je suis socialiste !”, comme identification de qui s’oppose au capitalisme, ou au libéralisme. “Je suis de Gauche !”, comme celle de qui s’oppose à la Droite. L’interdiction est du domaine de l’ordre – et “l’ordre public” est le vocable administratif le plus utilisé – ; or comme on sait, tout ordre génère des modalités qui forcent l’adaptation. Ainsi les partis politiques, sevrés déjà de leur intention fondamentale qui est de prendre le pouvoir, sevrés ensuite de leur nécessité qui est de structurer le futur selon une vision du monde dont découlent des programmes politiques, s’adaptent aux modalités de l’interdiction. Ne demandez pas à un leader de parti politique chez nous quelle vision du monde il défend, ce serait lui poser une question inutile, parce qu’en réalité sans conséquence. La tyrannie installe son inévitabilité dans un champ de ruines, et sa pérennité dans le forclos de l’alternative partisane – tout casser, tout interdire, tout néantiser, ne rien laisser passer au-dessus d’une réunion de deux personnes. La politique a horreur du vide, comme on sait. Le forclos dont est frappé l’État partisan au Cameroun, s’il est fermeture de la politique camerounaise au soleil du futur, est ouverture de chacun de nous à un autre État, qu’il serait plus juste d’appeler l’État tribal. *L’État tribal n’est rien d’autre qu’un ordre politique qui accepte la distinction tribale comme constitutive de la compétition politique, et donc qui prend la lutte tribale comme moteur politique.* Puisque la dynamique

de l'État partisan c'est la raison, celle de l'État tribal c'est la passion. Le porc est le signe de l'État tribal – comme invective : “Cochon !” ; l'insulte marque le basculement d'un État dans l'autre, comme répétition du stéréotype : “Cochonnard !” Dans notre pays qui seulement en 2019 s'est donné des lois pénalisant le tribalisme verbal, et qui ne pénalise même pas encore les actions tribales, ni le Code pénal, ni d'ailleurs le Code de conduite militaire ne reconnaissent le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre comme des crimes, laissant ainsi libre cours à toutes sortes de passions négatives – haine, rancune, jalousie, envie, mépris, dénigrement. C'est que l'État tribal n'a pas de fond : des têtes coupées par l'Armée nationale banalement jetées aux carrefours sont le quotidien à Bamenda. Et qui plus est, c'est sa tradition depuis 1961 ! Le corps politique dont la croissance est arrêtée se retrouve ainsi jeté dans la mer de ressentiments qui, autrement, auraient été considérés comme simplement pré-politiques. Par négation déjà – l'obligation à démontrer à l'administration, moins que l'on a une vision alternative du monde, mais que l'on n'est pas un parti tribal. Par défaut – l'obligation, donc, de s'inscrire dans un chapitre dont la tribu est le dénominateur commun, pour au final devenir celle du leader. Par réalisme – tribalement fixé comme les citoyens, les partis politiques, qui eux-mêmes sont des antichambres administratives, se redéfinissent ainsi

comme des déclinaisons de la tribu, et même, plus banalement, de la famille, patrimoine familial du leader qu'ils sont administrativement. Par la structure qui prend le relais où l'Administration territoriale transfère ses interdits, et qui est le Tribunal militaire mis en branle pour juger les civils, tribunal lui-même profondément tribalisé dans son architecture qu'est l'armée, et qui répond directement au tyran, de fait le Cameroun n'ayant pas de ministre de la Défense. Par un État dans l'État donc, une sorte de *deep state* tribal qui est le triomphe du pouvoir bulu. Ce qui se passe c'est ceci : subrepticement, l'Administration territoriale qui, par ses interdictions intempestives, s'était déjà substituée aux citoyens et à leur vote-sanction, s'est militarisée contre eux. Ou du moins, contre certains d'entre eux – mais lesquels donc ?

C'est dire donc que *nolens volens*, tout le corps politique chute dans la dynamique de la lutte tribale qui, au Cameroun, est fixée depuis 1959 sur les Bamilékés comme antagonistes ; depuis 1961 sur le Grand Ouest comme espace ayant le potentiel effectif de renverser le pouvoir ; et depuis 1984 sur le pouvoir bulu comme détenteur de l'autorité. Le désir tribal, la fascination et la révolusion du Bamiléké dans la composition du pouvoir politique devient ainsi le moteur de l'entreprise politique, et ici, deux de ses chapitres sont d'importance : d'abord la création du SDF, parti anglophone certes, mais porté

par John Fru Ndi, à l'accoutrement démonstrativement bamiléké ; ensuite le MRC, à qui la décision de ne pas participer aux élections municipales et législatives ne retire aucunement le statut d'antagoniste, mais le renforce bien au contraire. Il suffit de voir toute l'énergie absolument négative et irrationnelle, le tourbillon de ressentiments qui se retournent contre le MRC qui, pourtant, s'est volontairement retiré de la compétition politique, pour comprendre que la bataille se situe chez nous au niveau purement tribal ! Arrestations au faciès, identification tribale, sélection tribale des personnes à condamner, torture selon la tribu, condamnation tribalement dosée – des Bamiléqués. La violence contre les militants du MRC est inouïe, irrationnelle et militarisée sans cause, parce qu'elle ne puise pas dans l'État partisan, mais plutôt dans l'État tribal. Et le duo Biya/Kamto est la personnification au niveau le plus élevé du politique de l'antagonisme qui structure le désir tribal dans notre pays. Biya est bulu comme Kamto est bamiléké. La lutte tribale en eux a trouvé son duo. L'État tribal, qui a besoin du Bamiléké comme force structurante de la compétition, de la lutte tribale, dans le MRC voit un parti bamiléké, tout comme avant lui dans le SDF, il voyait le parti anglo-bami – oui, il serait sans doute loisible de dire *Anglo-Bami*, pour reprendre la vulgate politique de l'État tribal lui-même, car c'est lui et bel et bien lui, l'Anglo-Bami, le

sujet dissident au cœur de l'État tribal. C'est lui et bel et bien lui l'opposant, c'est-à-dire celui qui ne se satisfait pas d'une politique confinée dans les passions ; qui ne se satisfait pas de partis politiques sevrés de leur fonction rationnelle qui est la conquête du pouvoir ; qui, au final, ne se satisfait pas de l'État tribal. C'est lui en effet qui, parce qu'il refuse d'être traité comme un porc, a besoin le plus fondamentalement de se représenter de manière citoyenne. Or la représentation ultime est pouvoir.

FIELD MARSHALL EST-IL UN PORC, C'EST-À-DIRE UN DS-CHANG-KUNAR ?

Quand elle clôt le futur pour se perpétuer, la tyrannie condamne l'histoire à la répétition. L'écho du passé résonne ainsi dans le présent et lui donne sa signification politique. Le fait que Maurice Kamto soit baham n'est pas sans importance dans le schibboleth politique dont il frappe le MRC en insistant toujours sur le fait que ce ne soit pas un parti bamiléké, bien au contraire. Il essaye, en effet, autant de fonder un parti national que de rompre avec une histoire tragiquement douloureuse. "Baham" résonne en effet dans une histoire qui est celle de la prise des armes au Cameroun, et donc dans le lancement de la lutte armée pour la conquête du pouvoir. Et la fonction ministérielle qu'il a occupée, Maurice Kamto, tout comme d'ailleurs l'intelligence

qu'il y a mise en service, reflète bel et bien celle de cet autre jeune ministre de la République, jusqu'ici le plus jeune ministre du gouvernement camerounais, Pierre Kamdem Niyim. Chef traditionnel de Baham selon sa fonction héréditaire, devenu sympathisant de l'Union des Populations Camerounaise lors de ses études en France, il sera arrêté dans son palais le 24 novembre 1956, et puis destitué de sa chefferie au profit de Jean-Marie Teguia, son cousin. À y voir de près, une histoire bien banale qui entrerait dans les arcanes de l'Administration territoriale qui, depuis la période de la colonisation allemande d'ailleurs, a toujours déchu les chefs dissidents afin d'installer son architecture d'oppression, parfois les a d'ailleurs exilés ou pendus. Histoire qui est bel et bien routinière dans la pratique coloniale, au cœur de laquelle nous nous trouvons ici – sauf que la condamnation subséquente du chef destitué à deux ans de prison et à cinq ans d'interdiction de séjour dans sa chefferie par le tribunal de Dschang se transformera en une confrontation entre le camp de ceux demeurés fidèles à son autorité, et ceux acquis à Teguia, en une émeute dont nous ne sommes pas encore sortis – bilan, trois morts côté pro-Teguia, un mort côté pro-Niyim. Celui-ci sera placé en résidence surveillée à Yokadouma, dans l'est du pays. "L'affaire Baham n'est que l'étincelle qui fait exploser la poudrière bamiléké", nous dit *Kamerun !*, le livre qui en fait un récit détaillé,

narrant les péripéties tortueuses de la naissance du déjà Sinistre de la Défense Nationale (SDN), lors d'une réunion le 10 octobre 1957 au quartier Nka de Baham, et puis, dans ses cendres, le 31 mai 1959, de l'Armée de Libération Nationale du Kamerun (ALNK), pour qui l'embrasement de Baham était autant un tremplin insurrectionnel qu'une opportunité idoine.



Aucune narration de la guerre en pays bamiléké, dans la zone francophone, qui s'achèvera avec l'exécution d'Ernest Ouandié, le dernier des chefs maquisards le 15 janvier 1971, ne fera jamais sens sans une élucidation de son parallèle dans ce qui était alors le Cameroun occidental – c'est-à-dire anglophone. Déjà parce que celui-ci était, depuis 1955, la base arrière des

militants de l'UPC rescapés des émeutes du 22 mai 1955 et installés à Kumba, plus tard des combattants du SDN, et puis de l'ALNK, mais surtout parce qu'en même temps, l'élite politique anglophone travaillait à la réunification du pays avec Ahidjo, qui alors menait les hostilités contre les insurgés. Chiasme historique dont la signification est d'autant plus profonde qu'elle frappe le même peuple divisé par les détails habituels de la colonisation, et comme décrit plus haut, éparpillé même dans sa dimension francophone, entre les régions du Noun et du Centre – le peuple bamiléké orphelin de représentation propre donc. En exemple illustratif, la photo ci-dessus est d'Épinal. On y voit Ahidjo et Bernard Fonlon, son ministre et idéologue du bilinguisme, en pleine convivialité. En d'autres termes, le président de la République et l'Anglophone le plus puissant de ces années de triomphe du bilinguisme sont dans une conversation amicale, reflet d'une entente au sommet. Mais cette photo ne montre pas une chose : elle a lieu au moment même où la violence dans la région bamiléké francophone, autour d'Ernest Ouandié, a atteint sa dimension quasiment génocidaire – avec des multiplications de razzias, des têtes coupées, des expéditions punitives. Qui plus est, l'envers de son décor c'est que l'un des avocats d'Ernest Ouandié après son arrestation était l'alors jeune Fogum Gorji-Dinka, qui est le père intellectuel de l'Ambazonie, et donc le

parrain de la révolte anglophone devenue ambazonienne le 1<sup>er</sup> octobre 2017. Si Tombel et le pogrom qui y a eu lieu en 1966 est la marque de ce retrait de la guerre du maquis de la zone anglophone, aujourd’hui, c’est bel et bien l’inverse qui a lieu – Tombel peut ici être souligné comme carrefour historique, parce que ville-pivot –, et c’est dans la zone anglophone que la prise des armes est devenue effective aujourd’hui, tandis que nul autre que Maurice Kamto, Baham, opte pour le “changement dans la paix”, pour reprendre ses termes.



Field Marshall, général ambazonien.

Va-et-vient historique de la violence qui se résume cependant sur la question si Field Marshall, le leader des Red Dragons, un des groupes armés les plus dominants de la révolte ambazonienne, est bamiléké. “Bien sûr, il est Dschang-Kunar”, disent plusieurs. Son attaque vidéo-filmée le 17 mars 2018 d’un car de transport en commun sur la route de Dschang, justement, la tribu bamiléké qui est identifiée avec le porc, est pourtant, sans aucun doute, le moment le plus clair de prise en main de la guerre en zone anglophone par les groupes armés du terrain – par Ground Zero –, c’est-à-dire la transformation des activistes pacifiques en Vipers, et bientôt en Amba boys. Il est inutile de dire que ce moment historique correspondait *a contrario* avec l’intensification de la campagne électorale par le MRC en zone francophone, en vue des élections d’octobre 2018. Et l’écart du MRC de tout ce qui est ambazonien, de toute forme d’Alliance Amba-Franco en quelque sorte, son rejet donc de l’identité anglo-bami que lui colle, que veut lui coller la propagande de l’État tribal, nous replonge dans les temporalités divergentes des Bamilékés devant leur propre histoire. Il est impossible en effet de narrer l’histoire de l’insurrection armée dans le Grand Ouest sans souligner le rectiligne de celle-ci, depuis la réunion de Nka le 10 octobre 1957 qui lança le Sinistre de la Défense Nationale (SDN), jusqu’à la constitution de l’Ambazonia Defense Force (ADF)

le 1<sup>er</sup> octobre 2017. Il s'agit tout de même de soixante ans d'insurrection armée localisée dans une même région du pays, celle qui se situe par-delà l'hégémonie de l'axe Nord-Sud et aujourd'hui du pouvoir bulu, celle donc qui est orpheline de représentation – la région bamiléké.

De même il est impossible de narrer les tactiques de la dissidence, ou d'ailleurs de l'opposition dans notre pays, sans dessiner l'arc qui relie d'une part Pierre Kamdem Niyim, son arrestation le 12 septembre 1963, la levée de son immunité parlementaire, sa condamnation et son exécution publique à Baham le 3 janvier 1964 devant des milliers de personnes, à, d'autre part, l'arrestation de Maurice Kamto le 29 janvier 2019 et sa libération tout aussi spectaculaire. Ce n'est pas seulement que la narration historique ne soit pas uniquement l'alignement des dates et des noms, mais l'établissement des continuités et des ruptures ; le faire serait en effet toutes les fois amputer l'histoire d'une région située par-delà le pouvoir, d'une de ses valves essentielles, soit celle anglophone, soit celle francophone, soit celle armée, soit celle pacifique, et donc, ce serait raconter l'histoire de l'ébullition continuellement insurrectionnelle du Grand Ouest, c'est-à-dire en fait raconter l'histoire de la prise en charge effective de leur histoire par les Bamiléqués de manière incomplète. Le sort violent de Kamdem Niyim dicte-t-il en écho historique le choix

pacifique de Maurice Kamto ? Cela est bien possible. Pourquoi Field Marshall est-il si tatillon à étendre les actions des Red Dragons du Lebialem dans la zone bamiléké francophone, même si pour se constituer un tampon, alors que même si anglophone, il est bel et bien bamiléké ? Il est clair de toutes les façons que les violences de Tombel en 1966 ont leur écho dans celles qui se sont déroulées à Bangourain en 2018. *Ce qui en ressort est que la prise des armes dans le Grand Ouest, qui se fait selon une temporalité divergente, présente la face de Janus des Bamilékés sous oppression, la conséquence étant qu'ils en ressortent tous handicapés, c'est-à-dire orphelins d'une représentation complète.* De l' "UPC" ou de "l'Ambazonie", quelle est donc la révolte qui donne son nom à l'insurrection armée la plus longue et la plus résiliente que notre pays ait jamais connue, celle qui a commencé jadis à Baham ? Il faudra bien accepter un jour que le MRC n'est pas un parti bamiléké, eh oui, mais cela voudra aussi dire que le Grand Ouest, cette région frappée d'exclusion politique et qui du 10 octobre 1957 à aujourd'hui, pendant soixante ans donc, a pris les armes, est encore le fief de rebelles sans cause.